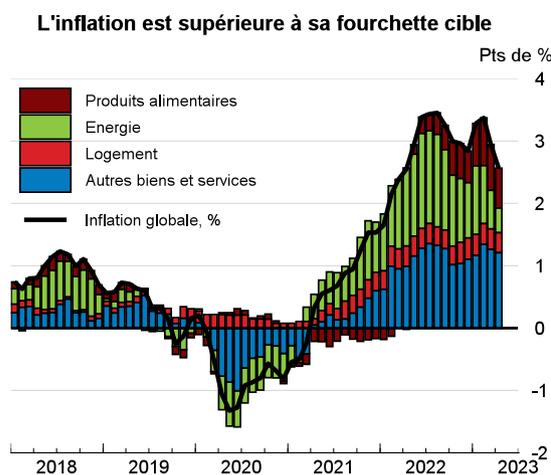
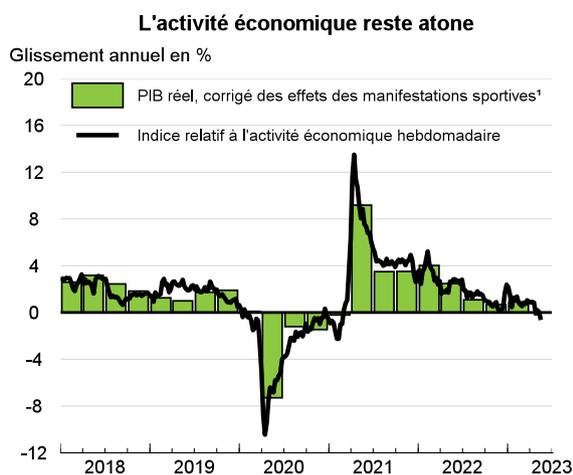


Suisse

L'économie devrait enregistrer une croissance de 0.6 % en 2023 et de 1.2 % en 2024. Le durcissement des conditions financières, l'atonie de la confiance et la hausse de l'inflation pèseront sur la consommation des ménages et sur l'investissement privé. Les tensions géopolitiques et la forte incertitude freineront les échanges. L'inflation globale restera supérieure à la fourchette cible de 0-2 % fixée par la Banque nationale suisse en 2023, avant de se modérer vers la fin de l'année. Des tensions sur les marchés financiers, des corrections des prix des logements et un nouveau fléchissement de la demande extérieure sont les principaux risques qui menacent l'activité.

La politique monétaire devra être à nouveau resserrée pour garantir le retour de l'inflation vers sa fourchette cible, et il faudra parallèlement surveiller de près les risques pesant sur la stabilité financière. Le maintien d'excédents budgétaires est approprié, mais des mesures ciblées d'aide aux ménages les plus vulnérables devraient être maintenues. Des politiques structurelles sont indispensables pour renforcer l'intégration sur le marché du travail de catégories sous-représentées et accroître l'efficacité énergétique, de façon à garantir la sécurité énergétique et à améliorer la durabilité environnementale.

Suisse



1. Le PIB est corrigé des effets des grandes manifestations sportives internationales. En effet, de tels événements peuvent avoir un impact considérable sur le PIB de la Suisse, car les organisations sportives internationales installées en Suisse tirent des revenus des droits de marque et de retransmission télévisée, mais comme ils ne se produisent pas tous les ans, leur impact sur le PIB suisse complique l'analyse conjoncturelle.

Source : Secrétariat d'État à l'économie (SECO) de la Suisse ; et base de données de l'OCDE sur les prix à la consommation.

StatLink  <https://stat.link/65apfw>

Suisse : Demande, production et prix

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Suisse	Prix courants milliards de CHF	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	717.3	-2.5	4.2	2.1	0.6	1.2
Consommation privée	375.6	-4.2	1.7	4.0	1.4	0.9
Consommation publique	81.4	3.5	3.5	-0.5	0.6	0.7
Formation brute de capital fixe	190.8	-3.1	4.1	-0.8	1.1	0.0
Demande intérieure finale	647.8	-2.9	2.7	2.0	1.2	0.6
Variation des stocks ¹	- 2.2	2.1	-3.2	-0.4	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	645.5	-0.6	-0.8	1.5	0.8	0.6
Exportations de biens et services	481.0	-5.5	12.2	5.8	4.2	3.1
Importations de biens et services	409.3	-3.0	4.9	5.7	5.3	2.6
Exportations nettes ¹	71.7	-2.0	5.0	0.7	-0.1	0.7
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-0.8	1.1	3.3	2.4	1.3
Indice des prix à la consommation	—	-0.7	0.6	2.8	2.4	1.2
IPC sous-jacent ²	—	-0.3	0.3	1.7	2.2	1.4
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.8	5.1	4.3	4.4	4.6
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	22.5	21.9	18.4	17.0	16.5
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-3.1	-0.5	1.0	0.1	0.4
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	43.8	41.2	41.3	41.8	41.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	0.4	8.8	10.1	10.1	10.5

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors produits alimentaires et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 113.

StatLink  <https://stat.link/fwtqr8>

L'activité économique est faible et l'inflation élevée

Ces derniers mois, les indicateurs laissent entrevoir une dynamique de croissance positive, bien que modeste. La confiance des consommateurs reste faible, dans un contexte marqué par la hausse de l'inflation et le durcissement des conditions financières. La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine pèse sur la demande mondiale, freinant les exportations et l'investissement. Cependant, le marché du travail est tendu et le taux de chômage est faible. L'inflation globale s'est établie à 2.6 % en avril 2023, soit un niveau supérieur à la fourchette de 0-2 % retenue comme objectif par la Banque nationale suisse (BNS). Les anticipations d'inflation à moyen terme des entreprises et des analystes restent inférieures à 2 %, se situant donc dans la fourchette cible.

Les tensions observées sur les marchés financiers mondiaux en mars ont culminé avec le rachat de Credit Suisse par UBS, deux banques suisses d'importance systémique mondiale. L'ampleur des retraits de dépôts et la chute de la confiance dans Credit Suisse, après des années de pertes financières et de mauvaise gestion des risques, ont conduit à cette opération menée sous l'égide de l'État. Pour faciliter la reprise de Credit Suisse par UBS, les autorités suisses ont fourni des lignes de liquidité et des garanties d'urgences, évitant ainsi des problèmes de stabilité financière à court terme. Les projections reposent sur l'hypothèse que les tensions dans le secteur financier resteront contenues jusqu'à la fin de 2023 et en 2024. Les approvisionnements en gaz pour l'hiver prochain restent une source de préoccupation, car environ la moitié du gaz naturel consommé en Suisse était importé de Russie avant la guerre. Les recommandations des autorités concernant la limitation de la consommation de gaz naturel ont été entendues. De fait, durant les mois d'hiver d'octobre 2022 à mars 2023, la consommation de gaz a été

réduite de plus de 15 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années ; en revanche, la consommation d'électricité n'a baissé que de 4 %. Dans les projections, on pose l'hypothèse qu'il n'y aura pas de perturbation majeure des approvisionnements énergétiques pendant l'hiver 2023-24.

De nouveaux relèvements des taux sont nécessaires pour ramener l'inflation dans sa fourchette cible

La BNS a fortement durci sa politique monétaire depuis l'année dernière. Avec le relèvement de 0.5 point intervenu en mars 2023, le principal taux directeur a été porté à 1.5 %, et la BNS a continué d'intervenir sur le marché des changes pour assurer des conditions monétaires adéquates. Compte tenu de la persistance des tensions inflationnistes sous-jacentes et de la hausse des taux d'intérêt au niveau mondial, on suppose que le principal taux directeur passera à 2.25 % d'ici au troisième trimestre de 2023 et qu'il restera à ce niveau durant toute la période considérée. L'excédent des administrations publiques a été plus important que prévu en 2022, mais il devrait se modérer et revenir à 0.1 % du PIB en 2023, en raison de l'absence de transferts de bénéfices de la BNS et des dépenses consacrées à la sécurité nationale et à l'accueil de réfugiés. Le Conseil fédéral a pris des mesures pour limiter les dépenses à compter de 2024, et un excédent de 0.3 % du PIB est projeté pour 2024.

La croissance du PIB va ralentir sur fond de durcissement des conditions financières

La croissance du PIB réel devrait selon les projections rester inférieure à son niveau potentiel jusqu'au deuxième trimestre de 2024, reflétant l'impact du resserrement de la politique monétaire sur la demande intérieure et la lenteur de la progression de la demande mondiale. En raison de l'augmentation des prix des services, conjuguée aux coûts élevés de l'énergie, l'inflation globale se maintiendra au-dessus de la fourchette cible de 0-2 % retenue comme objectif par la banque centrale jusqu'à la fin de 2023. Les incertitudes entourant les perspectives sont fortes. Des tensions importantes dans le secteur financier ou une correction du marché immobilier pourraient menacer la stabilité financière. De graves perturbations des approvisionnements énergétiques pourraient avoir des conséquences négatives sur la production industrielle et accroître en outre les tensions sur les prix. En revanche, une résolution rapide et durable de la guerre en Ukraine stimulerait la croissance mondiale, permettrait de rétablir la confiance des consommateurs et ferait baisser les prix de l'énergie.

Une amélioration de l'inclusivité et une accélération de la transition écologique peuvent renforcer la croissance

Le coussin de fonds propres contracyclique constitué au titre des biens immobiliers résidentiels est à son niveau maximum de 2.5 % (selon Bâle III), et les prix des logements continuent d'augmenter. Une surveillance étroite des risques financiers liés à la hausse des taux d'intérêt et au marché immobilier s'impose. Il est judicieux de s'employer à assainir les finances publiques pour conserver d'amples marges de manœuvre budgétaires, mais les aides destinées aux personnes vulnérables, notamment aux réfugiés, devraient être maintenues. Accroître l'offre de services abordables d'accueil des jeunes enfants et réduire les contre-incitations au travail qui s'exercent sur les deuxièmes apporteurs de revenu contribueraient à une meilleure intégration des mères sur le marché du travail. Une simplification et une accélération du processus de reconnaissance des qualifications étrangères, ainsi qu'une amélioration de l'accès aux programmes de formation, peuvent contribuer au développement des compétences et faire augmenter le taux d'activité des catégories sous-représentées sur le marché du travail. Des investissements supplémentaires dans les énergies renouvelables permettraient de réduire la dépendance à l'égard des marchés du gaz et du pétrole et de renforcer la sécurité énergétique.



Extrait de :

OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 1

A long unwinding road

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/ce188438-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « Suisse », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 1 : A long unwinding road*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/3d782048-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.